

„C'est plutôt une crise électoraliste“

INTERVIEW

Le chercheur François Gemenne sur l'Europe et le défi migratoire



De notre correspondante
Corinne Le Brun, Bruxelles

Plus qu'un détonateur, la crise des migrants est un révélateur de la crise européenne. Crise d'efficacité, tant l'incapacité de l'Europe à maîtriser les flux migratoires nourrit les divisions, exacerbe les clivages idéologiques. Pour François Gemenne, chercheur FNRS à l'Université de Liège, professeur à Sciences Po à Paris, la question migratoire déborde les migrants et est devenue un enjeu politique et même électoral.

Tageblatt: Faut-il arrêter „l'appel d'air européen“?

François Gemenne: „L'appel d'air européen“ est un fantasme politique. L'Europe ne prend qu'une très faible part des réfugiés dans le monde. Globalement, elle accueille environ 7% des réfugiés, 80% sont accueillis dans les pays en développement. Le pays qui accueille le plus de réfugiés pour le moment, c'est la Turquie, avec plus de 3 millions. De 2015 à 2017, les demandes d'asile en Europe ont fortement baissé, passant de 1.300.000 à 710.000.

Quelles sont les raisons de cette crise politique alors que les demandes d'asile diminuent?

C'est une crise politique, en effet, qui est générée, créée de toutes pièces et instrumentalisée par les partis populistes et nationalistes. Il s'agit d'une crise électoraliste qui n'a rien à voir avec les migrations. Celles-ci sont juste un prétexte parce que les nationalistes et les populistes qui ont malheureusement pris le pouvoir un peu partout en Europe ont tout à gagner d'insuffler un climat de crise, sachant bien que cela va profiter électoralement. Plus il va y avoir des tensions au sein de l'Europe, plus cela va profiter à leur agenda européen et europhobe.

Vous prônez l'ouverture des frontières, autrement dit, leur disparition?

Il ne s'agit pas d'un „No border“ (la disparition des frontières). Je prône l'ouverture des frontières, ce qui ne signifie pas la fin des états, par exemple. Cela veut dire laisser circuler les gens, dans un sens comme dans l'autre, avec un passeport, sans qu'il y ait besoin de visa. L'ouverture des frontières est la solution la plus rationnelle et la plus pragmatique face au défi des migrations au 21^e siècle. Culturellement et psychologiquement, on demeure convaincu que les frontières sont un instrument de contrôle d'im-

migration. On pense que plus on ouvre les frontières, plus tout le monde va venir et que si on les ferme, cela va empêcher les gens d'arriver. Cela ne marche pas du tout comme ça. Toutes les études montrent que les frontières ne sont pas du tout un déterminant des migrations. En d'autres termes, les gens ne bougent pas, ne migrent pas parce que les frontières sont ouvertes et à l'inverse, ils ne renoncent pas à l'idée de migrer parce qu'une frontière est fermée. Une frontière ouverte n'amènerait pas davantage de migrations mais permettrait une migration faite dans de meilleures conditions où les gens pourraient arriver par des moyens sûrs et légaux. Actuellement, les frontières se ferment de plus en plus, or, c'est inefficace: ça n'empêche pas les gens d'arriver. L'Europe est devenue dangereuse mais reste attractive.

Comment fonctionne le système européen d'asile?

Il n'existe pas. Il y a 28 systèmes européens d'asile profondément différents les uns des autres, chaque pays organisant le sien. Cela fait 25 ans que les Européens peinent à mener une politique de l'asile. Le seul point d'accord en Europe repose sur la surveillance et le contrôle des frontières extérieures. Pour se répartir la tâche, le règlement européen de Dublin prévoit que les demandes d'asile sont traitées dans le premier pays d'arrivée des réfugiés. Ce principe expose la Grèce et l'Italie en première ligne des flux migratoires. Les états se renvoient la question en fonction du premier pays que les réfugiés ont traversé.

Les 28 chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE ont approuvé la mise en place de centres fermés européens dans les pays de première ligne. Le règlement de Dublin est mis en cause ...

La décision prise au sommet européen sort de la logique du règlement de Dublin. Lorsque les demandeurs d'asile arriveront dans un de ces centres, l'idée est qu'ils soient pris en charge au niveau européen et pas par le pays dans lequel ce centre est établi. L'accord prévoit aussi de renvoyer les migrants économiques – aussi tenue que soit la distinction – dans leur pays d'origine ou dans leur pays de transit. Le problème, c'est qu'il n'est pas toujours facile de faire des accords avec les pays d'origine ou de transit, c'est pour cela que les Européens cherchent à négocier des accords avec des pays tiers qui accepteraient de reprendre une partie des migrants.

La chancelière Angela Merkel a décidé de renvoyer les réfugiés allemands déjà enregistrés ailleurs dans l'UE vers

le pays d'entrée ou de les refouler vers l'Autriche. Une avancée?

Non. C'est une sorte de fuite en avant qu'elle est contrainte de prendre sous la pression de l'aile droite de sa coalition (CSU). Au lieu de gérer le problème chez soi, on va essayer de l'externaliser et de le déplacer au-delà de la frontière. L'option des centres de transit, des centres fermés ou des plateformes de débarquement européennes participent exactement de la même idée: plutôt que de faire le travail soi-même et d'assumer ses responsabilités on va essayer de le déplacer le plus loin possible.

En 2015, la chancelière avait déclaré que l'Allemagne offrait 800.000 places de réfugiés. Certains lui ont reproché d'avoir pris cette décision seule ...

Effectivement Angela Merkel avait pris la décision d'ouvrir les frontières allemandes et donc de suspendre les accords de Schengen seule. L'erreur qu'elle avait faite à l'époque ne porte pas sur la décision elle-même mais sans doute sur le fait qu'elle a surestimé l'influence qu'elle pourrait avoir sur les autres états membres de l'UE. Elle s'attendait à ce que les autres fassent de même et qu'elle allait pouvoir imposer son point de vue et sa ligne auprès de ses collègues européens. En fait, elle s'est retrouvée très isolée, même marginalisée, ce qui l'a mise en difficultés politiques. Le ministre de l'Intérieur de l'Italie Matteo Salvini a aussi décidé, seul, de fermer des ports italiens à l'„Aquarius“. A la différence saisissante que, lui, il a réussi à imposer son point de vue. On voit très bien que la pensée populiste et nationaliste est dominante parmi les gouvernements européens.

Assiste-t-on à une crise des migrations ou à une crise de l'Europe, voire des démocraties?

Il y a trois crises. D'abord humaine: 4% aujourd'hui de ceux qui traversent la Méditerranée y trouvent la mort, soit 40.000 personnes depuis les années 2000. Il y a une vraie crise politique puisqu'on voit bien à quel point l'Europe est désunie. Un peu partout, les populistes et les nationalistes progressent et imposent désormais leur agenda. Ce qui crée des divisions très profondes à la fois au sein des états membres de l'UE et au sein du gouvernement même de l'UE. Enfin, on assiste à une crise de valeurs: choisissons-nous une Europe ouverte sur le monde et coopérative ou voulons-nous une Europe souverainiste et fermée sur elle-même? Malheureuse-

ment pour le moment c'est cette deuxième supposition qui est en train de s'imposer.

Un référendum sur les migrations serait-il un moyen de sortir de la crise politique?

Les gouvernements européens s'imaginent volontiers que leur opinion publique est beaucoup plus hostile aux migrants et aux réfugiés qu'elle ne l'est réellement. Que les gens soient anxieux, qu'il y ait des craintes, des peurs liées aux migrations, c'est indéniable. Mais une anxiété n'est pas forcément un rejet. Je pense qu'un contact, une explication – que les gouvernements européens refusent de faire pour le moment – pourraient éclairer, voire rassurer l'opinion publique. Cela étant, je suis par nature opposé au référendum. Nous vivons dans un régime de démocratie représentative. Je pense que personne ne critique en Europe le caractère démocratique des élections organisées tous les quatre, cinq ans. Je pense aussi que le référendum est un coup de poignard dans le dos de la démocratie représentative. Il se transforme toujours en un vote pour ou contre le gouvernement plutôt que sur la question qui est posée, sauf si elle relève d'un sujet d'éthique fondamentale. Ici ce n'est pas le cas. Un référendum serait l'occasion pour les populistes d'agiter toute une série de peurs, de communiquer toute une quantité de faux chiffres et de mensonges. Les migrations sont le sujet par excellence sur lequel il ne faut pas faire de référendum.

Comment définir la „migration environnementale“?

On constate que de plus en plus de gens sont contraints de quitter leur pays en raison de dégradations de leur environnement, qu'elles soient brutales comme les catastrophes ou alors plus lentes comme l'appauvrissement des sols ou la hausse du niveau des mers. C'est un critère que, traditionnellement, on n'a pas du tout pris en compte dans la gestion des migrations. Or il devient aujourd'hui quasiment le premier facteur de migration et de déplacement parce que les éléments environnementaux vont s'ajouter et vont influencer les facteurs politiques économiques de migrations. On voit très bien que des régions comme la Syrie peuvent être déstabilisées à la suite de sécheresse. De même que pour tous ceux qui en Afrique subsaharienne dépendent de l'agriculture, toute variation de la température et de la pluviométrie a un impact direct sur leur revenu. Donc, aujourd'hui, les motifs de migrations sont très liés les uns aux autres et je pense qu'il faut reconnaître beaucoup plus le

rôle que va jouer l'environnement dans les motifs de migrations. Ce facteur est toujours considéré comme une sorte de menace lointaine qui arriverait dans le futur et pas encore comme une réalité présente. Les mesures que l'Europe prend en matière d'environnement sont essentiellement centrées sur l'Europe, pas sur les pays du Sud. L'„Atlas des migrations environnementales“⁽¹⁾ est une goutte d'eau dans l'océan. Les chercheurs que nous sommes n'avons aucune influence sur le débat public et politique qui est gouverné exclusivement par les idéologies et les sondages d'opinion.

En Belgique, Théo Francken, le secrétaire d'Etat N-VA à l'Asile et la Migration, impose un parcours d'intégration obligatoire en Flandre. Cela vous paraît-il être un bon modèle?

Cela ne suffit pas car il suppose de faire porter le poids de l'intégration sur les seules épaules des migrants. Il faut que la population d'accueil fasse aussi un pas vers l'intégration, pour lutter contre la discrimination et le racisme grandissants. La Belgique fait désormais partie du camp de la droite dure en Europe, avec l'Autriche, l'Italie, la Hongrie. Le Luxembourg a une position assez attentive pour le moment, en essayant plutôt de s'aligner avec la France et l'Allemagne. Il n'a pas vraiment fait entendre sa voix au niveau européen sur cette question. Le Luxembourg est un des pays européens qui a accueilli le plus d'immigrés essentiellement pour des raisons économiques et sociales.



(1) „Atlas des migrations environnementales“ de Dina Ionesco, Daria Mokhnacheva, François Gemenne. Ed. Presses de Sciences Po, 2016.